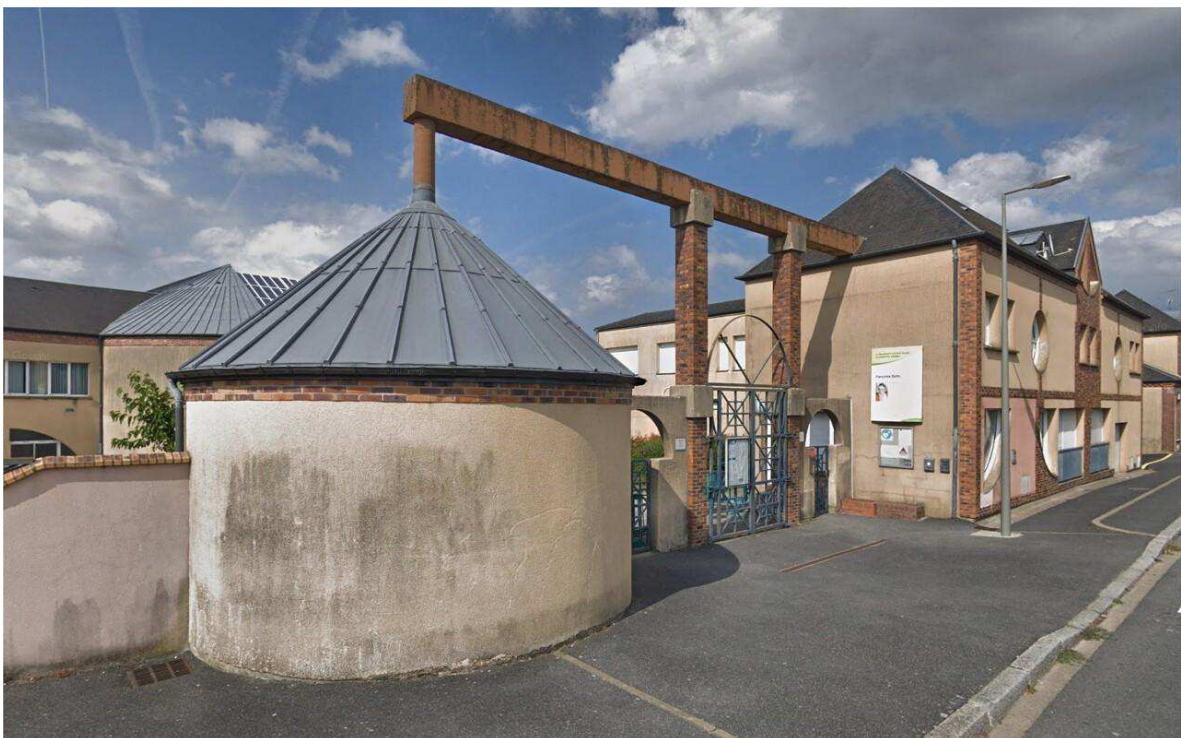




A L'Aigle, le collège Dolto privé de professeur de français depuis septembre 2022

A six mois du brevet des collèges, un père de famille s'inquiète de l'absence de professeur de français pour la classe de sa fille, scolarisée au collège Dolto de L'Aigle (Orne).



Au collège Dolto, on attend toujours que la professeur de français pousse la porte d'entrée

Père d'une élève de troisième au collège Dolto, Steven s'inquiète. Sa fille n'a pas « de vrais » cours de français depuis la rentrée 2022.

"Les élèves sont dépourvus pour ainsi dire de professeur de français depuis le mois de septembre et aucun professeur n'est de nouveau prévu avant le 27 janvier 2023 dans le meilleur des cas ».

[Un rassemblement devant le collège Dolto de L'Aigle suite aux annonces de Pap NDiaye](https://panorapresse.ouest-france.fr/dossiers/5213/article/96a70890-99b9-11ed-81bf-0000036279e4)

La professeur en congé maternité

Une situation qui s'explique par le fait que le poste était pourvu jusqu'à l'année scolaire précédente par une professeure titulaire, mais cette dernière est partie en congé maternité jusqu'au 3 décembre 2022, dans un premier temps. La professeure a ensuite prolongé son congé jusqu'au 27 janvier 2023.

Près de deux semaines avant le retour annoncé de l'enseignante, le parent d'élève reste « dans l'attente » et espère « alerter l'inspection académique » sur la situation.

Si le père de famille reste inquiet malgré le retour annoncé de la salariée, c'est que l'enseignante, qui serait domiciliée à Caen, est en poste jumelé avec un collège de la commune d'Orbec, où elle doit effectuer 13 heures par semaine. Il craint qu'elle ne revienne pas « parce qu'elle aurait plus de route à faire que de cours » surtout pour venir à L'Aigle, où elle doit effectuer moins d'heures qu'à Orbec.

En attendant, à six mois du brevet des collèges, dont les épreuves sont prévues le 26 et le 27 juin 2023, les élèves sont impactés par la situation et seraient encore loin d'avoir suivi l'intégralité du programme.

« En réalité, la professeure a été remplacée par une agente contractuelle pendant quelques semaines entre octobre et décembre 2022 » annonce-t-il avant de préciser qu'elle n'était donc « pas enseignante » et qu'elle n'avait ni expérience ni diplôme dans l'Education nationale. Elle n'avait suivi que les 4 jours de formation proposés par l'Education nationale en août 2022 pour pallier le manque de professeur.

La scolarité future des élèves impactée

Le parent reconnaît « que la contractuelle a fait ce qu'elle pouvait, mais les élèves restent très loin d'avoir accompli le programme de 3e ». « Leur scolarité future sera forcément impactée » déplore-t-il.

En janvier 2023, selon le père de famille, la principale du collège Dolto a donc contacté par mail le rectorat afin d'alerter sur le fait que les absences répétées de la professeure « mettaient en difficulté les élèves ».

Contacté, le rectorat admet « des problématiques » pour pourvoir le poste depuis la rentrée. Mais confirme qu'entre le 3 octobre et le 10 décembre 2022, une agente contractuelle a assuré les cours et maintient que la titulaire doit revenir le 30 janvier. « Si toutefois elle ne revenait pas, le bureau des remplacements mettrait tout en œuvre pour trouver une solution ».

Le calendrier scolaire complique la tâche

Le problème pour le père de famille reste le calendrier scolaire. "On nous annonce que le poste serait pourvu à partir du 27 janvier. Or, la semaine du 30 janvier, les élèves de troisième seront en stage en entreprise. La fin de leur stage marquera le début des vacances d'hiver prévues du 5 février au 20 février".

La personne qui serait en poste aura environ 6 semaines pour rattraper le retard avant de voir arriver les vacances de printemps en avril. Ensuite, il resterait peu de temps pour vraiment boucler le programme avant le brevet des collèves.

Selon la plateforme Ouyapascours, un outil mis en place par la Fédération et Conseil des parents d'élèves (FCPE) pour "déclarer le non -remplacement d'un ou plusieurs enseignants", 22 071 heures de cours auraient été perdues pour les élèves en France depuis le début de l'année scolaire. Face à ce constat, la plateforme revendique des postes et des remplacements pérennes au sein de l'Éducation nationale.

Pour le moment, selon Ouyapascours, seules 47 heures de cours n'auraient pas été assurées dans l'Orne, dont 38 à L'Aigle.